

MISE EN DEMEURE

Le formulaire EXE14 est un modèle, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, pour formaliser une mise en demeure adressée au titulaire d'un marché public.

A - Identification du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice).

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

COMMUNE DE BRAS PANON

HOTEL DE VILLE

97 412 Bras-Panon

SIRET 219 740 024 00019

Tel 0262 51 50 50

Fax 0262 51 65 67

B - Identification du titulaire du marché public.

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

EGB SIOU

383 avenue de Bourbon – 97 440 Saint André

SIRET 492 677 281 000 15

Tel 0262 58 50 93

Fax 0262 58 85 41

n Conditions d'envoi de la mise en demeure au titulaire du marché public :

(Cocher la case correspondante.)

☒ [X] directement au titulaire.

C - Objet du marché public.

n Objet du marché public :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet de la consultation. En cas d'accord-cadre, indiquer l'objet de ce dernier.)

AMENAGEMENT D'UN EQUIPEMENT DE PROXIMITE A LA RIVIERE DU MAT

lot 2 – démolition & gros-œuvre

n Date de la notification du marché public : 15 octobre 2013

n Durée d'exécution du marché public : 18 mois

D - Clauses contractuelles mises en œuvre.

(Préciser les clauses contractuelles du marché public, notamment les articles du CCAG ou du CCAP, mises en œuvre pour la mise en demeure).

- Selon CCAP / art. 7.1, la période de préparation est fixée à un mois. Cette période démarre à la notification de l'OS de démarrage.
- La notification de l'attribution valant OS de démarrage datant du 15 octobre 2013, la fin de période de préparation (donc le démarrage effectif des travaux), devait avoir lieu le 15 novembre 2013.
- A ce jour, les travaux ont commencé, et la majorité des documents administratifs et techniques à transmettre avant démarrage des travaux (cf. CCTP) n'a pas encore été communiquée au maître d'œuvre.
- Selon le CCAG travaux / art. 48, lorsqu'un entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du marché ou aux OS, la personne responsable le met en demeure d'y satisfaire dans un délai déterminé par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours.

E - Lettre.

(Cocher les cases correspondantes.)

Madame, Monsieur,
Par

☒ courrier de notification d'attribution de marché valant ordre de service de démarrage
en date du 15 octobre 2013,

il vous a été demandé d'exécuter les prestations désignées ci-dessous avant le 15 novembre 2013 :

(Détailler les prestations visées par la mise en demeure.)

- Plans d'exécution des ouvrages,
- Notes de calcul
- DICT,
- Constat contradictoire d'expert ou d'huissier avant chantier.

Cette demande :

☒ est conforme aux clauses d'exécution du marché public.

Ces prestations, régulièrement demandées, ne sont pas exécutées à ce jour.

(Expliquer, de manière très précise, en quoi les prestations commandées ne sont toujours pas exécutées.)

Ces prestations doivent être exécutées, sans faute, pour le **01/03/2014** au plus tard.

En l'absence d'exécution à cette date, je prononcerai :

- ☒ la résiliation simple du marché public, à vos torts.
- ☐ la résiliation du marché public, à vos torts et son exécution à vos frais et risques.
- ☐ l'exécution à vos frais et risques par une autre entreprise, sans résiliation du marché public, des prestations suivantes : (uniquement pour les marchés publics de travaux.)

Je vous invite à présenter vos observations avant le 01/03/2014 .

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

A : , le

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)